



Editorial

A.N.I. soit qui mal y pense...

Lune des caractéristiques des vacances que je continue, même retraité, de qualifier par esprit conquérant de congés payés, c'est de reprendre la lecture des textes et ouvrages reçus ou acquis pendant l'année que j'ai classés au rayon des oubliettes en me disant : il faudra que j'en prenne connaissance plus tard. Cela s'accompagne, pour moi, de la reprise des extraits de presse, sous-produit de la revue de presse journalière.

Cela permet de remettre les choses dans l'ordre et surtout de les apprécier avec recul. De quoi constater que la « vérité » est sujette à de nombreuses évolutions et aussi de mesurer la sagesse de la philosophie de Pierre Dac, qui affirmait « *tout est dans tout et... réciproquement* ».

Pour imager mon propos, je rappellerai avec quelle obstination les journaux français et étrangers ont présenté comme modèle la société allemande, considérée comme une réussite.

Quelque temps après, les mêmes sources d'informations indiquent que les réformes Schröder - basées pour l'essentiel sur le frein à l'évolution sociale - avaient pour effet d'accroître les inégalités. Les revenus des riches ont augmenté, ceux du bas de l'échelle ont baissé. Sept millions de micro-jobs ne sont rémunérés qu'entre 200 et 250 euros par mois, pour une durée de travail normale, pour ne pas parler des salariés immigrés qui constituent un véritable lumpenprolétariat, à tel point que la Chancelière envisage (au moins dans le cadre de ses promesses électorales) d'instaurer un salaire minimum négocié branche par branche. À noter que la négociation collective a décrue, elle serait de 60 % dans les länder de l'Ouest et de 40 % dans ceux de l'Est.

Les effets de l'ANI, sans le texte

Bonne élève, ou considérée comme telle, l'Irlande, qui a assis ses réformes sur la flexibilité, se trouve ainsi avec un taux de chômage de 14,20 % et un coût unitaire du travail réduit d'un quart, effets des huit budgets d'austérité successifs qui ont été pratiqués en cinq ans.

Pour conclure : « *Les gens n'ont pas d'emploi, la sécurité sociale ne fonctionne plus, ils estiment qu'ils ne sont pas représentés, ils se sentent dépourvus de pouvoir, ils sont frustrés. Et il faut aussi comprendre tout ça. Il faut prendre au sérieux ces gens qui sont désespérés et frustrés* ».

Ce rappel, dont j'ai volontairement exclu la situation plus connue de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, me conduit à un constat général : La proportion des mineurs confrontés à la misère ou à la précarité est en hausse dans la majorité des États européens. Près de 27 % des moins de 18 ans vivent dans la précarité, voire dans la misère. Au passage, en France, la pauvreté touche 39 % des enfants ayant un parent immigré.

Je m'arrête aux générations futures, car il me semble que c'est la préoccupation que devrait avoir tout citoyen. Certes il y a dans le comportement humain un sentiment naturel d'autodéfense. J'en ai été, syndicalement, l'expression, mais une génération, quelle qu'elle soit, ne peut ignorer la jeunesse, donc le futur. Et la question se pose clairement : les jeunes du XXI^e siècle seront-ils aussi heureux et libres que leurs parents ?

Et au-delà même des choix économiques qui conditionnent la société, quelle liberté accordons-nous aux étudiants lorsqu'on veut les diriger lors de leurs études vers les métiers ou professions, dont l'entreprise a besoin actuellement ? Sont-ils assimilables à des outils ou du matériel que l'on déclassera lorsqu'ils seront périmés ?



Mieux encore, que signifie l'évaluation éventuelle des élèves « à risques » dès 5 ans ? Pourquoi mesurer le comportement des enfants en grande section maternelle ? Comment des démarches de cette nature, que j'assimilerais volontiers aux comportements du héros de Charlie Chaplin dans « *Le dictateur* », sont-elles envisageables en France, notre pays qui se veut le pays des droits de l'homme et du citoyen ?

L'égalité ne serait plus de mise pour la jeunesse, l'enseignement public et citoyen serait ainsi abandonné. Une esquisse de réponse : la représentation nationale - c'est-à-dire les Elus à l'Assemblée nationale - ne représente que partiellement la population du pays. Une étude de l'institut Diderot démontre que les classes populaires ne sont guère représentées : 2,6 % d'ouvriers et d'employés sont assis sur les bancs de l'hémicycle (ils représentent cependant 50,2 % de la population).

Quant à ce qu'on appelle la minorité visible, si l'on exclut l'Outre-mer, elle n'est représentée que par Kader Arif. 55 % des députés sont issus de la Fonction publique et 45 % du privé. Il ne s'agit pas d'opposer le public au privé, il s'agit d'éviter que l'ensemble des Elus soit de même formation, en l'occurrence l'ENA, c'est-à-dire les gestionnaires du possible, c'est-à-dire insensible aux aspirations des défavorisés.

Dans ce cadre, on fait ce que l'on peut, dans une société dont l'objectif est l'accumulation du capital. Les notions de droite et de gauche n'existent plus, si elles n'ont d'ailleurs jamais existé. Et alors, Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut déclarer : « *la sécurité n'est ni de droite, ni de gauche* ».

Non, Monsieur le Ministre, la sécurité est la réponse autoritaire à la délinquance. Et si celle-ci se développe, il y a des causes. La Cour des Miracles est la conséquence de la pauvreté qui conduit au vol, à l'agression, voire au meurtre... et à la prison. Au risque de me répéter, je reprends Victor Hugo « *ouvez une école et vous fermerez une prison* ».

Marc Blondel, Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée